

## **Les organisations strasbourgeoises refusent de rencontrer V. Péresse**

Communiqué de presse des organisations de Strasbourg, 5 février 2009, 08h00

A l'occasion de l'inauguration de l'Université de Strasbourg, une entrevue avec Valérie Péresse, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, a été proposée aux organisations syndicales et à des représentants du collectif de l'Appel de Strasbourg.

Nous avons unanimement décliné l'invitation, considérant que depuis des semaines nos points de vue ont été largement exprimés, non seulement par nous-mêmes, mais par toutes les composantes de la communauté universitaire de ce pays. Nos positions sont connues de la ministre, elle n'a jamais voulu les entendre et les prendre en compte.

Aujourd'hui nous sommes face à une crise profonde et générale de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cette crise a été déclenchée par les réformes précipitées et non concertées imposées par le gouvernement. Celles-ci ont été ressenties comme autant de provocations par une grande partie de la communauté universitaire car elles sont inadaptées à un exercice de qualité de nos missions. En outre, ces réformes font suite à une stagnation des moyens et un déficit récurrent en postes depuis plusieurs années, ainsi qu'à une dégradation des salaires et des conditions de travail pour tous les personnels, en particulier chez les personnels ingénieurs, techniciens et administratifs.

C'est pourquoi nous lançons un appel solennel au gouvernement pour suspendre toutes les réformes en cours, et pour ouvrir de véritables négociations impliquant la communauté universitaire dans son ensemble.

Nous dénonçons le caractère irresponsable du démantèlement des organismes de recherche et leur retrait des unités mixtes des universités, alors même que des emplois sont supprimés tant dans les organismes que dans les universités.

Nous affirmons notre volonté de participer activement à une réflexion de fond sur le métier d'enseignant et sur le contenu des programmes, impliquant tous les acteurs, avant toute réforme des concours et des formations préparant à ces métiers ; nous refusons de gaspiller notre temps à construire des maquettes de formations qui n'ont ni sens ni cohérence.

Nous refusons une modification du statut des enseignants-chercheurs qui, sous couvert de prendre enfin en compte nos différentes missions, est imposée sans qu'aucun débat sur l'évaluation et les critères n'ait été mené et sans la moindre garantie quant au maintien du caractère national de ce statut.

Nous rappelons l'importance du maintien des emplois des personnels, ingénieurs, techniciens et administratifs, indispensables aux missions fondamentales de formation et de recherche.

Enfin nous insistons sur la nécessité d'une allocation des moyens suffisante et sur des critères transparents, qui garantisse l'accès à l'enseignement supérieur indépendamment de la catégorie sociale d'origine.

FSU (SNASUB, SNCS, SNESUP), CGT (SES, SNTRS), SGEN-CFDT, UNEF, UNSA (AI, SNPTES), SNPRES-FO, SUD-Education, collectif de l'Appel de Strasbourg.

